

MARTINE MIGNOT-CARMÉ

Candidate aux élections municipales d'Urrugne



© DR

A lors, vous avez décidé de mener la liste d'opposition aux prochaines municipales à Urrugne et nous allons revenir sur les propositions que vous faites en faveur des Urrugnards. Mais pour commencer, et comme il est de tradition quand je reçois quelqu'un pour la première fois, j'aimerais que vous vous présentiez. Quel a été votre parcours ? Et qu'est-ce qui vous a poussé à vous engager dans l'arène politique ?

Je n'ai pas toujours vécu à Urrugne mais ai le bonheur d'y habiter, avec chance et par choix, depuis 30 ans après y avoir passé mon enfance, chez mes grands-parents maternels, des Urrugnards de toute la vie. Mes premiers mots ont été en Euskara, et ce n'est qu'à l'école que j'ai commencé à parler français.

Professionnellement, j'ai exercé une dizaine d'années comme gérante de tutelle à l'Assistance publique - Hôpitaux de Paris, puis dix ans dans le secteur privé avant de rejoindre la mairie d'Urrugne en 1997.

Le maire de l'époque, Monsieur Poulou, m'a confié la tâche de créer le CCAS que j'ai eu l'honneur de diriger de 2001 jusqu'à

mon départ à la retraite en 2022. Pour moi, m'engager aujourd'hui, ce n'est pas un virage politique, c'est la suite naturelle d'un parcours consacré aux autres.

Après tant d'années à œuvrer dans les domaines associatif et public, je souhaite mettre cette expérience au service d'Urrugne. Pas pour faire carrière, mais pour contribuer, à une plus grande échelle, au rayonnement

« Urrugne mérite mieux qu'une politique subie. Elle doit être pensée à taille humaine, pour ceux qui y vivent. »

de notre commune, dans le respect des valeurs qui m'ont toujours guidée. Je ne revendique pas un destin politique. Je réponds simplement à un appel intérieur : celui d'agir avec honnêteté, courage et humanité, pour faire d'Urrugne un modèle de développement à la fois vertueux, solidaire et responsable.

Le grand sujet à Urrugne, mais comme ailleurs au Pays Basque, c'est bien sûr la question du logement. Vous dénoncez la forte densification urbaine que connaît aujourd'hui la commune. Que défendez-vous en la matière ? Comment répondre au besoin de se loger sans défigurer la ville ?

Depuis le début de ce mandat, je constate avec inquiétude une véritable inertie de la part de l'équipe majoritaire. Malgré les besoins criants en matière de logement, aucun programme concret n'a vu le jour, aucun chantier n'a été lancé, et aucun projet d'envergure n'a été mené à son terme. Cette absence d'action a conduit à une situation de retard accumulé, dont les conséquences se font aujourd'hui pleinement sentir. Pour tenter de rattraper ce retard, le maire semble désormais

vouloir accélérer brutalement la cadence, en envisageant des projets de surdensification urbaine. Mais ces projets, loin d'apporter des solutions équilibrées et durables, risquent au contraire de dénaturer nos quartiers, de rompre avec l'identité architecturale qui fait le charme et l'attractivité de notre

commune, et de dégrader la qualité de vie des habitants. Dans plusieurs programmes à l'étude, la part de logements sociaux atteint jusqu'à 70 %, et certains projets seraient même entièrement confiés à des bail-

leurs sociaux, avec une proportion de 100 % de logements sociaux. Une telle concentration est problématique.

Rien qu'au centre-bourg, plus de 400 logements sociaux sont annoncés. Malheureusement surtout, il est évident que ces logements ne s'adresseront pas uniquement à la population locale, mais attireront des habitants venus d'autres territoires. Laisser croire que la municipalité aura la main sur l'attribution des logements des programmes actuels est un leurre. Les logements sont répartis en plusieurs contingents et dans ces contingents nombreux urrugnards n'y auront pas accès notamment en ce qui concerne les contingents préfectoraux et prioritaires et cela je peux l'affirmer en tant qu'ancienne directrice de CCAS.

Ce discours de vérité, les Urrugnards doivent l'entendre. Une telle démarche, déséquilibrée et précipitée, ne correspond donc ni à la réalité de nos besoins, ni à l'esprit de notre commune.

Je défends une autre vision du développement local. Une vision à échelle humaine, fondée sur la mixité sociale véritable, qui combine logements sociaux, accession à la propriété et habitat intermédiaire. Une vision qui respecte le patrimoine architectural, la cohérence urbaine et les capacités d'accueil réelles de nos infrastructures (écoles, voirie, stationnement, services publics).

Notre objectif doit être de répondre d'abord aux besoins des habitants, jeunes ménages, familles ou seniors, qui souhaitent vivre ou rester ici, sans pour autant transformer nos quartiers en zones standardisées ou surchargées.

La majorité sortante met quant à elle en avant ses projets de cuisine centrale et de ferme maraîchère. Qu'est-ce que ces sujets vous inspirent ? Sur le papier, la création d'une cuisine centrale semblait être un projet ambitieux et prometteur.

La Semaine du Pays Basque

du 24 au 30 octobre 2025



Nouveaux visages, nouvelles idées. © DR

POLITIQUE - 09

Effectivement, le projet avait de quoi séduire. Il était présenté comme un levier d'autonomie alimentaire, de qualité pour les repas scolaires, et même d'économies à long terme. Mais dans les faits, la réalité est bien éloignée des annonces de la majorité municipale.

La cuisine centrale plafonne actuellement à 350 repas par jour. C'est très en dessous de ses capacités annoncées, et surtout insuffisant pour atteindre l'équilibre financier du projet, d'autant que quatre agents ont été recrutés pour faire fonctionner cette structure. Avec un si faible volume de production et autant de personnel, le coût réel de chaque repas devient problématique. Il faudrait atteindre au moins 1 000 repas par jour pour équilibrer les comptes. On est loin du compte. Et pourtant, des solutions existent.

Pourquoi ne pas avoir envisagé une coopération avec des communes voisines pour augmenter le nombre de repas produits ? Pourquoi avoir balayé d'un revers de main une mutualisation avec les écoles libres ? Il y avait pourtant là un réel potentiel pour renforcer la viabilité du projet.

Un prix de 6 euros par repas facturé à l'école de Socoa a été avancé. C'est quasiment le double de ce que facture actuellement le prestataire privé. Cela renforce l'impression d'un projet mal préparé et dont les impacts financiers ont été largement sous-estimés.

Il y a un vrai décalage entre les intentions initiales et la réalité sur le terrain. Manque d'anticipation, absence de stratégie partenariale, coût mal maîtrisé... La cuisine centrale aurait pu être une réussite, mais en l'état, elle pose plus de questions qu'elle n'apporte de réponses. S'agissant de la ferme maraîchère, alors que les finances de la commune sont au plus mal, la décision de la majorité municipale de consacrer 300 000 euros à ce projet soulève de nombreuses questions.

À ce jour, un seul salarié a été recruté pour faire fonctionner cette structure. Combien de personnels seront nécessaires à terme pour la faire tourner ? Quel sera le coût annuel de fonctionnement, entre les salaires, les équipements, l'entretien et les intrants agricoles ? La lisibilité du projet est plus que floue. Dans le contexte actuel, la commune peine à financer ses projets essentiels. Peut-on vraiment considérer qu'il est

prioritaire d'investir une telle somme dans la culture de légumes ?

Plus largement, est-ce bien le rôle d'une mairie de devenir exploitant agricole ? L'agriculture relève traditionnellement du secteur privé. Cette incursion

ment de laisser reposer entre les plantations... Pour moi, chacun son métier...

Vous prévoyez aussi un audit des finances municipales en cas de victoire. Est-ce à dire que la situation vous semble préoccupante ? Et comment imaginez-vous redresser la trajectoire budgétaire de la commune ?

Oui, nous effectuerons un audit des finances municipales car quelques réalités s'imposent : depuis 2020, la situation financière d'Urrugne s'est nettement dégradée. Les dépenses de fonctionnement ont bondi de plus de 60 %, alors que les recettes n'ont pas connu la même progression – et cela malgré trois augmentations successives des taux d'imposition. Aujourd'hui, les frais de personnel, incluant ceux du CCAS, représentent près de 58 % des dépenses de fonctionnement du budget communal, un pourcentage largement supérieur à la moyenne des communes de taille comparable.

Dans le même temps, l'épargne nette – c'est-à-dire la capacité de la commune à financer ses projets d'investissement sans recourir à l'emprunt – a littéralement fondu. Cette baisse fragilise la capacité d'Urrugne à investir pour l'avenir sans s'endetter davantage. Face à cette situation, il est essentiel d'adopter une approche rigoureuse et transparente. La transparence financière doit devenir une valeur centrale de

la gouvernance municipale : les habitants ont le droit de savoir où va leur argent, comment il est dépensé et dans quel état se trouvent les finances de leur commune.

Nous nous engageons à rétablir la confiance dans la ges-

tion municipale, à rendre les comptes lisibles pour tous et à garantir une gestion saine et durable des finances publiques. Car une commune solide financièrement, c'est une commune capable d'investir dans l'avenir.

La sécurité est devenue une préoccupation des habitants du Pays Basque. Il y a bien sûr les incivilités qui sont en hausse, et pas uniquement pendant la saison, avec les touristes. Et puis, on constate

du 24 au 30 octobre 2025

aussi une recrudescence des délits. Urrugne est-elle aujourd'hui concernée ? Faut-il renforcer les moyens municipaux dans ce domaine ?

Notre commune, forte de ses 11 000 habitants, a toujours bénéficié d'un climat paisible et d'une qualité de vie reconnue. Cependant, comme beaucoup de villes comparables, nous observons depuis quelque temps une montée des faits délictueux qui fragilisent le sentiment de sécurité.

Il est donc nécessaire d'agir, sans excès, mais avec détermination, pour préserver ce bien précieux qu'est la tranquillité publique.

Notre démarche repose sur trois principes simples : la prévention, la proximité et la réactivité. La Police municipale est le premier maillon du lien entre la population et la sécurité du quotidien. Elle doit être visible, présente et formée.

Nous renforcerons progressivement les effectifs pour atteindre un équilibre adapté à la taille de la commune.

La vidéoprotection n'est pas une fin en soi, mais un outil au service de la prévention. Nous déploierons de façon raisonnée et transparente un réseau limité et ciblé de caméras dans les lieux stratégiques.

La confiance naissant du dialogue, nous créerons notamment un numéro municipal de tranquillité (ou une application citoyenne) pour signaler les nuisances et obtenir une réponse rapide.

La sécurité n'est pas une promesse électorale, c'est une exigence quotidienne.

Sur le plan économique, quelles priorités défendez-vous ? Peut-on encore dynamiser l'emploi ou l'activité à Urrugne ?

Notre ville possède un tissu économique riche et diversifié, composé de petits commerces, d'artisans, de professions libérales et de quelques PME locales.

Face aux défis de la transition écologique, du pouvoir d'achat et de l'attractivité du territoire, nous devons agir pour soutenir l'emploi local, encourager l'innovation et renforcer les circuits courts.

Nous voulons redonner de l'élan au commerce et à l'artisanat local, en revitalisant le centre-bourg et en réanimant les zones commerciales de proximité. Nous soutiendrons également la création et la relocalisation

du 24 au 30 octobre 2025

« Depuis 2020, les dépenses ont explosé, la transparence a disparu. »

dans un métier aussi technique et exigeant que le maraîchage professionnel soulève donc de réels doutes. Est-ce bien la mission d'un fonctionnaire agent territorial ? Cela pose une vraie question. Deux agriculteurs feront certainement partie de la liste dont je finalise la composition. Ces derniers sont aussi particulièrement dubitatifs sur le projet. Pragmatiquement, ils s'interrogent sur le rendement des terres qu'il s'agira obligatoire-

« Urrugne doit rester une commune à taille humaine. »

ment de laisser reposer entre les plantations... Pour moi, chacun son métier... Nous nous engageons à rétablir la confiance dans la ges-

10 - POLITIQUE

d'entreprises, afin de favoriser l'installation d'activités nouvelles sur notre territoire.

À ce titre, nous relancerons la zone d'activités Berroueta II, aujourd'hui laissée à l'abandon par la majorité actuelle, pour en faire un véritable pôle d'emploi et d'innovation.

Nous renforcerons aussi l'emploi local et les compétences, en rapprochant l'offre et la demande d'emploi. Pour cela, nous créerons un Bureau municipal de l'emploi et de la formation, en lien étroit avec France Travail et les acteurs économiques du territoire.

Enfin, nous souhaitons faire rayonner notre ville en développant une identité économique forte et durable, fondée sur nos atouts, notre savoir-faire et notre qualité de vie.

Notre ambition : une ville attractive, entreprenante et solidaire, où chacun peut construire son avenir.

L'attractivité économique et industrielle d'Urrugne est un atout majeur pour l'avenir de notre territoire. Sa position géographique stratégique lui confère un rôle essentiel dans le développement du Pays Basque nord.

Nous souhaitons consolider cette attractivité en tirant pleinement parti des infrastructures existantes :

- la proximité immédiate d'une sortie de l'autoroute A63, véritable colonne vertébrale économique du Sud-Ouest, reliant Bordeaux, Bayonne et toute la péninsule Ibérique ;
- la proximité du terminal de ferroutage de Bouguerre, qui relie déjà le Pays Basque au nord de la France et de l'Europe, notamment Cherbourg et la Grande-Bretagne.

Ces infrastructures représentent un levier majeur pour l'attractivité économique d'Urrugne : elles facilitent les échanges, réduisent les coûts logistiques et rendent le territoire particulièrement attractif pour les entreprises industrielles, artisanales et de services.

Nous souhaitons aussi mettre en place un espace de coworking municipal, ouvert 7 jours sur 7, pour offrir aux professionnels, indépendants, télétravailleurs et étudiants un lieu de travail moderne, convivial et flexible au cœur de la ville. L'objectif est de faire de cet espace un lieu de vie économique et sociale, un pôle d'énergie locale où se croisent idées, projets et initiatives.

Le coworking municipal sera pensé comme un espace inclusif, abordable et durable, favorisant le télétravail local pour limiter les déplacements et réduire l'empreinte carbone.

Vous expériencez au sein du CCAS n'est sans doute pas étrangère à votre fibre sociale. Quel regard portez-vous sur les politiques sociales menées à Urrugne ? Et quelles seraient vos priorités si vous reveniez aux responsabilités ?

Je suis fière de voir notre commune grandir et atteindre aujourd'hui près de 11 000 habitants. Cette évolution est une véritable richesse : elle témoigne de l'attractivité d'Urrugne, de son dynamisme et de la qualité de vie que nous offrons à nos habitants.

Mais cette croissance s'accompagne aussi de nouveaux besoins auxquels nous devons répondre avec lucidité et ambition.

Le manque de transport devient un vrai frein pour de nombreux Urrugnards. Nos aînés, en particulier, rencontrent des difficultés pour se rendre à leurs rendez-vous médicaux, faire leurs courses ou participer aux activités de la vie locale.

Le CCAS (Centre communal d'action sociale) a déjà mis en

« Les intérêts des Urrugnards doivent être défendus jusqu'à bout. »

place des aides à la mobilité, mais cela ne suffit plus. Il est temps que la Communauté d'agglomération Pays Basque prenne pleinement en compte la réalité de notre commune – sa taille, sa dispersion géographique et ses besoins spécifiques – et mette en place un service de transport adapté, régulier et accessible à tous.

Nous porterons cette demande avec détermination, car la mo-



© DR

bilité est une condition essentielle de l'égalité entre citoyens. Notre jeunesse mérite une attention particulière. Nous devons offrir aux jeunes Urrugnards des espaces où se retrouver, apprendre, créer et s'engager.

Cela passe par le développement de structures dédiées à la jeunesse, mais aussi par l'ouverture de nouveaux lieux d'accueil pour la petite enfance, afin d'accompagner les familles dans leur vie quotidienne.

Ces équipements sont indispensables pour répondre à la croissance démographique, soutenir les parents qui travaillent et garantir à chaque enfant un cadre éducatif de proximité et de qualité.

Par ailleurs, aujourd'hui encore, trop d'Urrugnards doivent se rendre dans les villes voisines pour effectuer leurs démarches administratives.

Nous proposons la création d'un Espace France Créatives à Urrugne, un guichet unique regroupant l'accès aux services publics (CAF, France Travail, impôts, retraites, etc.). Ce lieu facilitera la vie quotidienne des habitants et rapprochera l'administration du citoyen.

Toutes ces actions vont dans le même sens : rendre la vie plus simple, plus pratique et plus agréable pour tous les Urrugnards.

Notre ambition est claire : faire d'Urrugne un territoire vivant, solidaire et à taille humaine, où chacun trouve sa place – des plus jeunes aux plus âgés – et où le développement se

conjugue toujours avec le maintien du vivre-ensemble, le bien-être et la proximité.

Impossible de ne pas l'évoquer, je vous bien sûr parler de la route de la Corniche, car une telle décision engendrerait d'importantes perturbations sur la DB10 et un report de trafic sur les voies communales – chemin des Crêtes, chemin d'Ettxail Bordaberri, route de la Glacière, etc. – qui ne sont absolument pas adaptées à un tel volume de circulation supplémentaire. Elle pénaliserait fortement l'activité commerciale du quartier de Socoa, entre autres désagréments.

Nous avons toujours défendu une approche pragmatique : le recul ponctuel de la route de la Corniche, uniquement là où la sécurité l'exige. Nous nous félicitons que cette solution de bon sens ait été validée par le comité de pilotage, avec l'accord de l'État.

Cependant, il ne faut pas oublier que l'objectif affiché du comité de pilotage reste la fermeture totale de la route d'ici dix ans. Les Urrugnards peuvent compter sur notre vigilance pour que leurs intérêts soient pleinement défendus.

Bien évidemment, vous ne vous lancez pas seule dans la course. Vous avez toute une équipe avec vous, qui constitue votre liste. Avec le contexte actuel, est-ce que c'est facile de trouver des gens prêts à s'engager ? Et est-ce que les étiquettes politiques font encore sens ?

C'est vrai, on ne se lance jamais seule dans une aventure comme celle-ci. Une campagne, c'est avant tout une histoire collective, une équipe soudée autour d'un projet et de valeurs communes. Trouver des personnes prêtes à s'engager n'est pas toujours simple dans le contexte actuel : beaucoup de citoyens se sentent découragés ou méfiants vis-à-vis de la politique. Mais en même temps, on rencontre aussi énormément de bonne volonté, de gens qui veulent agir concrètement pour leur commune, sans forcément se définir par une étiquette.

Les étiquettes politiques ont sans doute perdu un peu de leur sens pour beaucoup de citoyens. Ce qui compte aujourd'hui, c'est la sincérité du projet, la proximité avec le terrain et la capacité à susciter autour d'idées concrètes plutôt que de clichés partisans. C'est dans cet esprit que nous construisons notre liste : une équipe diverse, ouverte, unie par l'envie d'agir pour Urrugne.

Jean-Philippe SEGOT
contact@lspb.fr

La Semaine du Pays Basque

du 24 au 30 octobre 2025